



FONDATION
APRIL

Communiqué de presse

Avril 2017

Santé équitable pour tous : les attentes des Français à la veille de l'élection présidentielle

La Fondation APRIL et l'Association des Assurés APRIL publient
le baromètre santé équitable 2017

A la veille du deuxième tour des élections présidentielles, la Fondation APRIL et l'Association des Assurés APRIL ont souhaité apporter leur éclairage sur les attentes des Français en matière de santé en confiant à BVA la réalisation d'un baromètre.

Ceux-ci expriment des inquiétudes croissantes envers le système de santé et une partie d'entre eux se voient dans la situation de devoir renoncer à se soigner.

L'alimentation et l'environnement, deux domaines prioritaires VERSUS l'activité physique...

Question : Selon vous, dans quels domaines faudrait-il agir en priorité pour permettre aux Français d'être en bonne santé ? En premier ? Et ensuite ?

Pour 53% des personnes interrogées, **l'alimentation et la lutte contre la « malbouffe »** sont le domaine cité en priorité et de loin pour permettre aux Français d'être en bonne santé, élément par ailleurs « maîtrisable » par les individus qui souhaiteraient prendre en main leur santé. Ces résultats démontrent que les campagnes de sensibilisation prônant une alimentation équilibrée semblent avoir porté leurs fruits.

C'est moins le cas du deuxième domaine jugé prioritaire, **l'environnement**, pour lequel une action collective des pouvoirs publics est nécessaire : la qualité de l'air, les ondes ou encore les perturbateurs endocriniens sont une attente forte, citée par 31% des répondants soit 3 personnes sur 10 et près de 4 personnes sur 10 en Ile-de-France, davantage touchées ces dernières années par des alertes à la pollution.

La **réduction des addictions comme l'alcool et le tabac** ainsi que la **surveillance des maladies** (dépistages, examens préventifs) n'apparaissent prioritaires que pour 25% et 24% du panel.

Viennent ensuite **l'exercice physique, le stress, la lutte contre les maladies transmissibles**, cités respectivement par 18%, 17% et 15% de l'échantillon. Aux vues de ces résultats, on peut regretter que l'exercice physique soit toujours un domaine sous-estimé et méconnu par les Français alors qu'il est désormais avéré que combinée à l'inactivité physique⁽¹⁾, la sédentarité tue, causant 5.3 millions de

décès prématurés par an dans le monde⁽²⁾. Elle est devenue la première cause mondiale de mortalité liée aux comportements individuels, avant le tabac et l'alcool. C'est pour contribuer à faire changer les mentalités et ces comportements, que la Fondation APRIL se mobilise activement sur cet enjeu de santé publique et a lancé en 2016 une grande campagne de sensibilisation « Stand up ! ».

Les enfants à éduquer en priorité

Question : Parmi les publics suivants, auprès desquels faut-il agir en priorité pour contribuer à leur bonne santé ?

Conscients que les réflexes et les bons comportements de santé s'acquièrent dès le plus jeune âge, 63% des Français souhaitent que l'on agisse en priorité en direction des **enfants** en matière de prévention santé.

Suivent assez loin derrière, les **populations les moins favorisées**, citées par 38% des Français, qui semblent relativement au fait de l'impact du milieu social sur la prise en main de la santé, du fait notamment d'un manque de moyens et d'information.

Enfin, fait étonnant, seules 24% des personnes questionnées citent les **étudiants** alors que cette population est identifiée comme étant à risque, cumulant le manque de moyens pour se nourrir, des pratiques d'alcoolisation, de tabagisme et le manque de sommeil.

Le médecin généraliste plébiscité pour aider les Français à prendre leur santé en main

Question : Parmi les relais suivants, quels sont ceux qui vous semblent les plus pertinents pour aider les Français à prendre soin de leur santé ?

Alors qu'il existe une grande relation de confiance entre les Français et leur médecin traitant, c'est sans surprise que le **médecin généraliste** est cité par 55% des répondants comme l'acteur le plus pertinent pour aider les Français à prendre soin de leur santé. Un résultat qui vient corroborer celui de l'Observatoire connecté des aidants de la Fondation APRIL, dans lequel le médecin généraliste est largement plébiscité par les aidants pour sa proximité et son accompagnement au quotidien (37%) devant l'infirmière (25%) et l'aide-ménagère / l'aide à domicile (21%).

Probablement en lien avec l'idée de s'adresser prioritairement aux enfants mais aussi dans le cadre d'un rôle éducatif de plus en plus reconnu et conscient, **les parents** sont cités par 40% des répondants et arrivent ainsi en 2^{ème} position des relais les plus légitimes en matière de santé. Ce trio de tête est complété par **l'école**, attendue sur ce terrain par 28% des Français et davantage par les jeunes (37%) et les CSP+ (36%). Un chiffre plus surprenant qui place ainsi le système scolaire devant les acteurs spécialisés en santé : **l'Assurance maladie et le Ministère de la santé** ne sont cités que par 24% des Français, **les mutuelles et assurances** par plus d'une personne sur 10 (13%) et **le pharmacien** par seulement 9% des répondants.

Le manque de personnel et de moyens des hôpitaux ainsi que les déserts médicaux, principaux freins à un « accès équitable à la santé pour tous »

Question : Quand on parle d'« accès équitable à la santé pour tous », quels sont selon vous les deux principaux problèmes qui se posent ?

Si les professionnels de santé sont essentiels, un certain nombre de Français regrettent qu'ils ne soient **pas assez nombreux** ou parfois **pas assez disponibles**.

Ainsi, interrogés sur les principaux freins à l'accès équitable à la santé pour tous, 40% pointent du doigt les **déserts médicaux** mais aussi le **manque de personnel et de moyens dans les hôpitaux**.

35% citent par ailleurs les **délais pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste** (43% chez les moins de 35 ans, 37% auprès des personnes résidant en province).

Ce problème de délai est le même premier **facteur de renoncement aux soins** pour 41% des répondants, loin devant le manque de temps (31%) ou le manque de moyens financiers (26%). Les jeunes interrogés semblent particulièrement souffrir de ces délais d'attente puisque 53% ont déclaré avoir renoncé à se soigner en raison de délais d'attente trop importants.

Un accès à la santé qui tend à être moins équitable que par le passé

Environ 8 personnes sur 10 pensent être suffisamment informées pour être en bonne santé (85%), parvenir à financer ses soins (84%), avoir accès à des soins de qualité (84%) et pouvoir dialoguer avec leur médecin (80%)... Des facteurs qui contribuent à une santé équitable.

Néanmoins, certaines **évolutions à la baisse** sont à souligner par rapport à 2016.

Les Français sont de nouveau une minorité à trouver que les **soins sont au juste prix** (48%, -5 points). 39% (+3 points) dont 50% des 18-24 ans estiment que leurs **conditions de travail ont un impact négatif sur leur santé, tout comme leur lieu de vie** (26%, +3 points). Plus inquiétant, désormais, seuls 84% des Français considèrent avoir accès à des **soins de qualité** : même si ce score reste élevé, il s'agit là du plus faible niveau jamais enregistré dans notre baromètre (mené depuis 2011) avec une baisse de 5 points sur cet item.

Face à ces constats et à l'inquiétude grandissante des Français, la Fondation APRIL interpelle les candidats au 2^{ème} tour de l'élection présidentielle avec une lettre ouverte que nous vous invitons à relayer, pour les inviter à s'exprimer sur les mesures qu'ils souhaitent mettre en œuvre pour remédier à ces problèmes.

L'étude complète est disponible sur le site : www.fondation-april.org

⁽¹⁾ L'OMS définit l'activité physique comme tout mouvement corporel produit par les muscles qui requiert une dépense d'énergie plus élevée que la dépense énergétique de repos (c'est-à-dire celle que l'on a en position allongée ou assise) – ce qui comprend les mouvements effectués en travaillant, en jouant, en accomplissant les tâches ménagères, en se déplaçant et pendant les activités de loisirs.

⁽²⁾ Pang Wen Lancet 2012



* Enquête réalisée par BVA du 31 mars au 1^{er} avril 2017 par téléphone sur un échantillon de 963 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Cet échantillon a été constitué d'après la méthode des quotas : sexe, âge, profession de l'interviewé, région de résidence et catégorie d'agglomération.

LA FONDATION APRIL : Aider à comprendre, pour mieux agir de façon responsable et éclairée sur sa santé

Pour la Fondation APRIL, le monde dans lequel nous vivons ne peut évoluer qu'à condition que l'Homme soit acteur de sa vie, et qu'il dispose pour cela de ses pleines capacités d'initiative et d'action. Forte de cette conviction, la Fondation APRIL entend promouvoir la santé autrement, en donnant à chacun des clés permettant de devenir un acteur éclairé de sa santé.

Celle-ci concentre ses actions dans 3 grands domaines, en soutenant des initiatives susceptibles d'apporter des réponses innovantes et pertinentes à ces forts enjeux de société :

- **le système de santé publique**, avec des alternatives au « tout soin » et la promotion de la santé individuelle responsable,
- **le vieillissement de la population**, avec des solutions alternatives pour la prévention et le maintien à domicile,
- **l'emploi**, en favorisant l'accès à l'emploi et à l'éducation.

Parallèlement, la Fondation APRIL s'attache à informer le grand public sur ces différents sujets, en mettant à sa disposition des contenus accessibles à tous, indépendants et scientifiquement étayés. Elle engage également le débat et y apporte sa contribution en organisant des rencontres entre experts et elle met en lumière des approches scientifiques proposant des alternatives aux solutions existantes.

« Démêler le vrai du faux », une collection et un e-magazine pour informer en toute indépendance sur les moyens d'agir pour sa santé

La Fondation APRIL entend contribuer à un système de santé plus responsable, avec des réponses alternatives au tout soin. Elle a lancé la collection d'ouvrages « **Démêler le vrai du faux** », qui propose des informations scientifiquement rigoureuses mais accessibles à lire, permettant d'agir sur des leviers ayant une influence sur notre santé tels que la nutrition, le sommeil, le stress, l'activité physique...

Ceux-ci sont déclinés au sein du e-magazine <http://magazine.fondation-april.org/>

Contact presse Fondation APRIL

Agence Géraldine Musnier

Julie Briand 04 78 91 19 75 – 06 60 94 05 49

julie@agencegeraldinemusnier.com



FONDATION
APRIL

Le 28 avril 2017

LETTRE OUVERTE DE LA FONDATION APRIL

Aux candidats au second tour de l'élection présidentielle

**Si le 7 mai prochain vous êtes élu(e) Président(e) de la République,
quelles mesures prendrez-vous
pour favoriser un accès équitable à la santé ?**

Comme en témoignent les résultats du baromètre BVA-Fondation APRIL*, la santé se trouve plus que jamais au centre des préoccupations des Français. Ceux-ci expriment des inquiétudes croissantes envers le système de santé et une partie d'entre eux se voient dans la situation de devoir renoncer à se soigner. Ces questions primordiales, auxquelles les citoyens attendent des réponses de la part des pouvoirs publics, ont pourtant été peu abordées et débattues par les candidats à l'élection présidentielle.

Interrogés sur **les domaines dans lesquels il faudrait agir en priorité pour leur permettre d'être en meilleure santé**, les Français placent au premier rang **l'alimentation et la lutte contre la malbouffe**, puis **l'environnement** (qualité de l'air, ondes, perturbateurs endocriniens).

→ *Quelles sensibilisations, incitations, réglementations et mesures préventives ou curatives envisagez-vous de mettre en œuvre pour que tout un chacun puisse accéder à une alimentation saine et équilibrée et que l'influence négative des facteurs environnementaux sur la santé s'amodrisse ?*

Sondé sur les **problèmes constituant selon eux un frein à l'accès à une santé équitable**, le panel pointe tout d'abord **le manque de personnel et de moyens dans les hôpitaux**, ainsi que les **déserts médicaux**.

→ *Quelles sont vos propositions en matière d'investissements dans les moyens humains et matériels des hôpitaux et en ce qui concerne l'organisation de l'offre de soins sur les territoires ?*

Interrogés sur ce qui a pu les conduire à **renoncer à se soigner**, 41% des répondants invoquent **des délais d'attente trop longs** pour obtenir un rendez-vous et 26% estiment **ne pas disposer de moyens financiers suffisants**.

➤ *Comment entendez-vous agir pour faciliter l'accès des patients au système de santé ?*

* Etude réalisée par téléphone du 31 mars au 1^{er} avril 2017 auprès d'un échantillon de 963 répondants, représentatif de la population française, âgée de 18 ans et plus

A propos de la Fondation APRIL

La Fondation APRIL entend contribuer au développement d'un système de santé plus responsable, en proposant des réponses alternatives au « tout soin », et en donnant à chacun des clés permettant de devenir un acteur éclairé de sa santé.

La Fondation APRIL concentre ses actions dans 4 grands domaines :

- Décryptage du système de soins et promotion de solutions alternatives,
- Santé individuelle et prévention,
- Accompagnement des aidants,
- Emploi et éducation.

Dans ce cadre, la Fondation APRIL conduit et soutient des initiatives répondant à ses objectifs, en finançant des associations, des études, des initiatives innovantes et potentiellement duplicables.

Elle informe parallèlement le grand public sur les principaux enjeux liés à la santé en mettant à sa disposition des contenus accessibles à tous, indépendants et scientifiquement étayés : observatoire, baromètres, édition de la collection d'ouvrages « Démêler le vrai du faux » et du e-magazine de la Fondation APRIL, organisation de conférences, ...

La Fondation APRIL, créée par le Groupe APRIL en 2008 est composée d'un conseil d'administration dirigé par Bruno Rousset et d'un comité scientifique et éthique constitué de Jean-Baptiste Capgras, Maître de conférences à l'IFROSS, Olivier François, ancien directeur de l'IREPS Rhône-Alpes, le Docteur Pascal Gleyze, chirurgien orthopédiste à l'Hôpital A. Schweitzer, Guillaume Rousset, Maître de conférence à la faculté de droit de l'Université Lyon III.